

France Universités dénonce l'irresponsabilité des arguments qui ont conduit au vote de l'Assemblée nationale en faveur de la suppression du Hcéres

France Universités, en qualité de représentante de l'ensemble de universités françaises, désapprouve avec la plus grande vigueur, les arguments fallacieux et l'alliance politique contre-nature, qui ont conduit l'Assemblée nationale, ce jour, à un vote de suppression du Hcéres, dans le Projet de loi relatif à la simplification de la vie économique.

L'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche par une autorité indépendante est le gage de la qualité et l'amélioration constante des formations, initiale et continue, et de la recherche dans les établissements. C'est l'évaluation qui fonde et justifie l'autonomie des universités et leur permet de rendre compte à la Nation des grandes missions qui lui sont confiées.

L'indépendance de cette autorité, à l'égard des pouvoirs et des idéologies, actuelles et futures, est un rempart pour les libertés académiques. Quand les libertés académiques sont ainsi attaquées, c'est notre démocratie qui est ébranlée.

Les enjeux de l'évaluation dépassent le simple cadre national : il s'agit d'assurer la crédibilité de nos établissements et de la recherche afin de démontrer leur excellence à l'échelle européenne et internationale, dans une période que nous savons plus que jamais cruciale.

La suppression du Hcéres porte atteinte aux échanges scientifiques, pédagogiques interuniversitaires et à la construction pour nos étudiants, nos enseignants et nos chercheurs d'une Europe de la connaissance.

Si la suppression du Hcéres était confirmée par la Commission mixte paritaire, c'est une évaluation contrainte et contrevenant au principe d'autonomie des universités qui risquerait d'être imposée aux établissements.

France Universités en appelle donc à la plus grande considération de la part du législateur, pour que la démagogie ne s'impose pas sur la démocratie.